

Décret n° 92-379 du 1^{er} avril 1992
approuvent le schéma directeur routier national
NOR: EQUR9200013D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace,

Vu le code de la voirie routière:

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, et notamment son article 14, ensemble le décret n° 84-617 du 17 juillet 1984 relatif aux grands projets d'infrastructures, en matière de transports intérieurs;

Vu l'avis des conseils régionaux concernés;

Vu l'avis du Conseil national des transports et les avis des comités régionaux des transports concernés;

Après avis du Conseil d'État (section des travaux publics).

Décète:

Art. 1^{er}. - Le schéma directeur routier national visé au plan annexé au présent décret, ensemble le rapport qui y est joint, est approuvé.

Art. 2. - Le schéma directeur routier national est constitué d'un réseau national de 37 700 km environ, dont 9 540 km d'autoroutes de liaison, 2 580 km de liaisons assurant la continuité du réseau autoroutier et 4 410 km de grandes liaisons d'aménagement du territoire.

Les autoroutes de liaison, lorsqu'il s'agit de constructions nouvelles, sont généralement réalisées sous le régime de la concession et donnent lieu à péage pour leur exploitation. Les liaisons assurant la continuité du réseau autoroutier sont destinées à être intégrées dans la catégorie des autoroutes au sens de l'article L. 122-1 du code de la voirie routière et sont réalisées soit par aménagement sur place de voies existantes, soit en site nouveau, de façon à recevoir à terme le statut d'autoroute tout en restant hors péage.

Ce réseau de base est complété par les autres grandes liaisons d'aménagement du territoire dont la fonction est d'assurer une armature structurante du territoire. A ce titre, elles bénéficieront pour leur aménagement d'une attention prioritaire pouvant conduire à anticiper les stricts besoins du trafic.

Art. 3. - Un exemplaire du schéma directeur routier national et du rapport annexé est tenu à la disposition du public à la préfecture et à la direction départementale de l'équipement de chacun des départements concernés.

Art. 4. - Le décret n° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national est abrogé.

Art. 5. - Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre d'État, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, le ministre délégué au budget, le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, le secrétaire d'État aux collectivités locales et le secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1992.

ÉDITH CRESSON

Par le Premier ministre:
Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de l'espace,
PAUL QUILÈS

Le ministre d'État, ministre de l'économie,
des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre d'État, ministre de la ville
et de l'aménagement du territoire,
MICHEL DELEBARRE

Le ministre de l'intérieur,
PHILIPPE MARCHAND

Le ministre délégué au budget,
MICHEL CHARASSE

Le ministre délégué à l'industrie et au commerce
extérieur,
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le secrétaire d'État aux collectivités locales,
JEAN-PIERRE SUEUR

Le secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux,
GEORGES SARRE